

Il y a au moins cinq raisons d'être à Carcassonne le 24 octobre

La manifestation de Carcassonne sera sans aucun doute sympathique et colorée, mais elle sera revendicative avant tout.

La situation dans laquelle est maintenue la langue occitane est inacceptable.

Elle est scandaleuse au regard des déclarations et promesses qui ont été faites mais aussi au regard de la Constitution telle qu'elle a été modifiée en juillet 2008.

Si cela continue, la reconnaissance des langues dites régionales comme patrimoine de la France risque de déboucher sur un enterrement.

Un patrimoine linguistique, cela s'entretient par une politique linguistique ambitieuse qui a pour but de faire en sorte que la langue soit plus parlée, plus écrite, plus utile dans les relations sociales.

Voilà cinq raisons qui font que nous devons tous être à Carcassonne le 24 octobre :

1) Où est la loi promise par le président de la République et le gouvernement ? Nous voulons que les promesses soient tenues et que se mette en place une législation claire.

2) Que font les collectivités ? Certaines régions font un peu, certains départements et certaines communes aussi ; mais ce n'est pas suffisant. Nous ne voulons plus de lignes budgétaires misérables. Nous voulons une politique linguistique ambitieuse.

Quant aux collectivités qui ne font rien, elles participent par leur passivité à la destruction de la langue occitane qui est le bien commun de tous ceux qui vivent en pays d'Oc.

3) Le service public de radio et de télévision réduit chaque année la place accordée à la langue occitane. C'est le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui le constate. La radio publique Radio France réduit la place de la langue parlée et même celle des chansons en occitan.

Nous voulons une radio et une télévision en occitan financées par des fonds publics. Nous payons une redevance : elle doit servir à tous.

4) L'enseignement de l'occitan est sinistré. Dans les collèges et les lycées tout d'abord, rares sont les endroits où l'offre est vraiment organisée.

L'enseignement de l'occitan est systématiquement dévalorisé.

La mise en place de classes bilingues dans l'enseignement public est trop compliquée et ne tient pas assez compte de la demande des parents. **Il y a trop de niveaux administratifs qui ont un pouvoir de blocage.**

L'information donnée aux parents est largement insuffisante, pour ne pas dire souvent inexistante.

Pour les écoles Calandreta qui enseignent par immersion, chaque jour nous amène des exemples de difficultés qui entravent leur développement.

5) Nous sommes à six mois des élections régionales. Les candidats doivent s'engager sur la mise en place d'une politique interrégionale en faveur de l'occitan en relation avec les institutions qui représentent les occitans du Val d'Aran et de la Région Piemont en Italie.